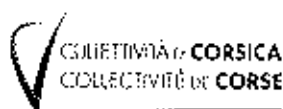


MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



MARCHÉ N°	
LOT N°1 MONTANT	0 € à 10 000 €
Création et réalisation de la marque de transport de la Collectivité de Corse	

NOTIFIÉ LE [] / [] / 2 0 2 0

MARCHÉ N°	
LOT N°2 MONTANT	5 000 € à 22 900 €
Conception et réalisation de l'identité visuelle de la marque de transport	

NOTIFIÉ LE [] / [] / 2 0 2 0

MARCHÉ N°	
LOT N°3 MONTANT	0 € - 7 000 €
Réalisation de supports media de présentation de la marque de transport	

NOTIFIÉ LE [] / [] / 2 0 2 0

Accord cadre à bons de commande

(Articles 2123-1, 2125-1 accord cadre et R. 2162-1, 2162-6 du code de la commande publique)

En dessous des seuils des procédures formalisées, les accords-cadres peuvent être conclus dans le cadre d'une procédure adaptée prévue à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique. L'acheteur peut recourir à une procédure adaptée pour passer : 1° Un marché dont la valeur estimée hors taxes (le besoin est inférieure aux seuils européens mentionnés dans un avis qui figure en annexe du présent code) ; 2° Un lot d'un marché attelé dont le montant total est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée et qui remplit les deux conditions suivantes : a) La valeur estimée de chaque lot concerné est inférieure à 80 000 euros hors taxes pour des fournitures ou des services ou à 1 million d'euros hors taxes pour des travaux ; b) Le montant cumulé de ces lots n'exécute pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots ; 3° Un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; 4° Un marché ayant pour objet, quelle que soit la valeur estimée du besoin, un ou plusieurs des services juridiques suivants : a) Services juridiques de représentation légale d'un client par un avocat dans le cadre d'une procédure judiciaire, devant les autorités publiques ou les institutions internationales ou dans le cadre d'un mode alternatif de règlement des conflits ; b) Services de consultation juridique fournis par un avocat en vue de la préparation de toute procédure visée au a) ou lorsqu'il existe des signes tangibles et de fortes probabilités que la question sur laquelle porte la consultation fera l'objet d'une telle procédure. ». Par ailleurs, quel que soit le montant estimé du besoin, les acheteurs peuvent également mettre en œuvre une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-2. Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services sociaux mentionnés au 3° de l'article R. 2123-1 et d'autres services à l'exception des services juridiques de représentation mentionnés au 4° du même article, il est passé conformément aux règles applicables à celles ou ces deux catégories de services dont la valeur estimée est la plus élevée. Lorsqu'un marché a pour objet à la fois des services mentionnés au 3° de l'article R. 2123-1 et des services juridiques de représentation délégués au 4° du même article, l'article R. 2123-3 s'applique. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la catégorie de services dont la valeur estimée est la plus élevée, le marché est passé conformément aux règles applicables aux services autres que ceux mentionnés au 4° de l'article R. 2123-1. » du code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre porte sur la catégorie de services dits « sociaux et autres services spécifiques ». Pour les accords-cadres comportant un maximum, le cas échéant, par le nombre de périodes de reconduction. En effet, en cas d'accord-cadre avec un maximum qui ne serait pas conçu pour une durée fixe, il convient d'indiquer un maximum par période (tenue puis par reconduction). Lorsque l'accord-cadre ne fixe pas de montant maximum, sa valeur estimée du besoin est réputée excéder le seuil de procédure formalisée et ce, même si la valeur estimée de l'accord-cadre est inférieure aux seuils des procédures formalisées ou au seuil de publicité au B2017 pour les marchés de services du 3° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

L'article L. 2125-1 du code de la commande publique définit la notion d'accord-cadre comme un contrat « qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée... ».

Le recours aux accords-cadres est stipulé au sein des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique, qui prévoient plusieurs modalités d'exécution.

cf

Date limite de réception des offres :

Adresse de réception des offres :

Collectivité de Corse – Direction de la Communication institutionnelle –
Hôtel de la CdC – 22 Cours Grandval - BP 215 – 20187 Ajaccio cedex 1
Ou par email : laurence.tommasi@isula.corsica; clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica

**Création et réalisation d'une marque territoriale
pour le réseau des transports de la Collectivité de Corse**

Identification du pouvoir adjudicateur :

Dossier suivi par	Direction de la Communication institutionnelle
Nature du marché	Marché public de prestations intellectuelles
Imputation budgétaire	Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif. Le marché sera financé par les crédits inscrits au Budget de la Collectivité de Corse (CdC), Direction de la Communication institutionnelle, 6121 C, 93022, 0202, ligne 6238

Maître d'ouvrage : Collectivité de Corse, Direction de la Communication Institutionnelle

Adresse : Collectivité de Corse, 22 Cours Grandval, BP 215, 20187 AJACCIU cedex 1

Téléphone : 04 20 03 96 92

Courriel : communication@isula.corsica

Adresse internet : www.isula.corsica

Signataire du marché : Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Maître d'œuvre (interne) :

Personne habilitée articles 127 à 131 du D. 2016-360 : M. le Président du Conseil Exécutif de Corse

Ordonnateur : M. le Président du Conseil Exécutif de Corse

Comptable assignataire des paiements : M. le Payeur de Corse

Imputation budgétaire : 6121C/5611F - 930 - 0202 - 6238

Contractant (s) :

Signataire

Nom : FERREIRA
Prénom : Auro
Qualité : BERANT

cf

- ☐ Signant pour mon propre compte
☒ Signant pour le compte de la société
☐ Signant pour le compte de la personne publique prestataire

et

- ☒ Agissant en tant que prestataire unique
☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

- ☐ Solidaire ☐ Conjoint

Prestataire individuel ou mandataire du groupement

Raison sociale : EVENTCOM
 SARL GROUPE CONSEILS LAÏCS
 Adresse : Pst de Santelle 2
 Route de MEZZANA
 Code postal : 20090
 Bureau distributeur : ASACCO
 Téléphone : 04 95 10 70 74
 Fax : 04 95 10 70 83
 Courriel : info@eventcom.fr / contact@eventcom.fr
 Numéro SIRET : 432 421121 00034
 Numéro au registre du commerce :
 Ou au répertoire des métiers :
 Code NAF/APE : 7022 Z

En cas de groupement, cotraitant n°1	Cotraitant n°2
Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :	Raison sociale : Adresse : Code postal : Bureau distributeur : Téléphone : Fax : Courriel : Numéro SIRET : N° Registre commerce : N° Répertoire des Métiers : Code NAF/APE :

Création et réalisation d'une marque territoriale – nom de marque, identité visuelle et supports media – pour le réseau des transports routiers, ferroviaires et maritimes de la Collectivité de Corse

1. CONTEXTE ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet la création et la réalisation d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la Collectivité de Corse qui inclura la création du nom de la marque et ses dérivés (lot 1), la création et la réalisation de l'identité visuelle (conception du logotype et de la charte graphique sur l'ensemble des supports de transports et de communication - lot 2), ainsi que la réalisation de supports media (vidéo ou motion design) de présentation de la marque (lot 3).

Contexte - état des lieux

En janvier 2017, la Collectivité Territoriale de Corse, puis la Collectivité de Corse – depuis le 1^{er} janvier 2018 – s'est substituée aux deux départements de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud pour organiser la compétence des transports collectifs d'intérêt général, d'une part les transports routiers interurbains et scolaires, et d'autre part le rail, puisque la CdC assume la gestion des transports ferroviaires.

Les transports interurbains et scolaires étaient organisés par les ex-départements via une Délégation de Service Public avec des transporteurs privés, et pour les transports ferroviaires, par la CTC avec les Chemins de Fer de la Corse.

Le transport scolaire des élèves de Corse

Il concerne plus de 300 cars sur toute la Corse, avec un besoin d'identification permanent. Les élèves sont dotés, depuis 2017, d'une carte à identification spécifique « carta di i transporti sculari » (cf. annexe 1).

Le transport interurbain de voyageurs

Pour les transports interurbains, on compte 20 bus interurbains dévolus aux marchés de services. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'ensemble des tickets ont été réimprimés aux couleurs de la nouvelle Collectivité de Corse. Les opérateurs des services de transports par marché étant privés, les usagers ont du mal à comprendre que ce service est organisé par la Collectivité de Corse, aucune marque extérieure ne le mentionnant.

Les Chemins de Fer de la Corse

Pour les CFC, en termes de communication, le besoin d'identification est permanent. Il doit être actualisé : les trains portent toujours l'ancien logo de la CTC. Ce réseau compte 17 trains.

Les liaisons maritimes

Le réseau de la CdC est complété à l'heure actuelle d'une navette maritime côtière.

La cible : Les usagers des transports scolaires du grand public du territoire, et des touristes utilisant les transports (train, bus, bateau).

Problème posé

Aujourd'hui, la nouvelle Collectivité de Corse souhaite rassembler ses réseaux de transports sous une bannière unique. Cette nouvelle marque régionale s'étendra sur tout le territoire insulaire à tous les services de transports intérieurs dont la Collectivité de Corse a la compétence exclusive.

L'ensemble des transports scolaires et interurbains ex-départementaux, ferroviaires et liaisons maritimes territoriaux ne dispose pas de marque associée à ces services de transports.

Il s'agit donc de créer une dénomination unique de ce nouveau réseau de transports insulaire, qui pourra être déclinée en fonction des transports (scolaires, interurbains, ferrés et maritimes), et qui permettra d'organiser et de regrouper, au sein d'une offre cohérente, cette nouvelle mobilité offerte aux usagers des transports.

Cette nouvelle identité devra permettre à l'usager d'identifier clairement la Collectivité de Corse comme organisateur et gestionnaire de cette compétence de transports.

Elle devra également traduire le nouvel élan qui s'opère au niveau des transports de la CdC dont le dispositif tend à simplifier et moderniser le réseau pour offrir aux usagers, en concertation avec les opérateurs, un réseau unifié, harmonisé et plus cohérent, qui intégrera l'intermodalité et l'accessibilité, via sa plateforme en ligne et les supports SIM.

Au niveau du calendrier, la mise en place de cette marque territoriale de transports devra être envisagée pour être effective dès la rentrée scolaire. Elle se déclinera dans un premier temps sur les supports SIM destinés au grand public (smartphone ou web plateforme en ligne isula.monbus.mobi), sur les autocars et trains, et sur les supports de communication (flyers, communication digitale avec création d'une application smartphone dédiée, espace transports sur le site web, réseaux sociaux).

Cette mise en place s'accompagnera à moyen terme de la création d'abribus et de poteaux d'arrêts qui permettront le marquage officiel des points d'arrêts, l'amélioration des conditions d'attentes des usagers et l'affichage des horaires, ainsi que de la rénovation des gares et haltes-ferroviaires. Un ensemble de cette identité visuelle devra être conçu et proposé pour être visible sur ces espaces, au sein d'une signalétique pour accompagner l'information voyageur. Il pourra prendre la forme de signalétique haute, apposition de stickers, etc. en fonction des espaces à signaler.

La mise en œuvre de cette marque territoriale des transports corses doit permettre de faciliter l'identification, la compréhension et la reconnaissance de l'offre de transports de la Collectivité de Corse aux usagers. Elle permettra également d'apporter de la cohérence et d'harmoniser la communication en adoptant une identité unique pour l'ensemble de cette offre transports. Ainsi, la délivrance de cartes d'abonnements multimodale est assujettie à la mise en place de cette marque sur les nouveaux supports numériques. Enfin, elle permettra une différenciation de la part des voyageurs vis à vis des autres marques territoriales existantes (Muvitarra, réseau de transports de la Cab Bastia...).

Les contraintes à intégrer à la réflexion

Contrairement à la plupart des grands chantiers ou des grands aménagements, le transfert de cette compétence à la Collectivité de Corse ne rencontre pas d'opposition particulière de la part de la population. Elle se situe dans le cadre d'une continuité de service annoncée par la CTC et réalisée par la CdC. De plus les anciens départementaux n'ayant pas créé de marque de transports, l'appropriation à cette marque territoriale de transports n'en sera que plus aisée.

Objet de la prestation

Il s'agira donc :

- de créer un projet de conception d'appellation de marque, qui permette une bonne acceptation de cette nouvelle offre transport de la CdC. Ce naming devra s'inscrire au sein du contexte linguistique territorial. L'agence pourra travailler avec les services de la CdC en charge de la langue corse. Il devra également intégrer les différents modes de transport : routiers scolaires et interurbains, maritimes et ferrés dans ses déclinaisons. Enfin cette marque devra être déposée ;
- de préparer sa déclinaison visuelle (logo, charte graphique) sur l'ensemble de l'offre transports de la CdC (habillage des cars scolaires, transports interurbains et trains, campagne de naming sur les supports de communication print et digitaux, habillage des supports numériques de billettique SIM et plateforme de mobilité (<https://isula.monbus.mobi>, NB ! le nom de domaine actuellement

mise en place pour la billettique numérique est provisoire, il sera remplacé par le « nom de la marque » corsica) :

- de faire la promotion de cette nouvelle marque par le biais d'une vidéo promotionnelle ou d'un spot motion design pour le web, les réseaux sociaux et via une campagne d'achat d'espace (déclinaison print, web, TV, etc), afin de présenter cette nouvelle marque au public et de l'informer sur les services proposés (vente en ligne de billets, Système d'Information Multimodal, abonnement, horaires....).

2. DEFINITION ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la création et la réalisation d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la Collectivité de Corse qui inclura la création du nom de la marque et ses dérivés (lot 1), la création et la réalisation de l'identité visuelle (conception du logotype et de la charte graphique sur l'ensemble des supports de transports et de communication - lot 2), ainsi que la réalisation de supports media (vidéo ou motion design) de présentation et de promotion de la marque (lot 3).

Le marché se décompose en trois lots :

- lot 1 : création et réalisation du nom d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la CdC ;
- lot 2 : création et la réalisation de l'identité visuelle pour le réseau des transports de la CdC ;
- lot 3 : réalisation de support media de présentation du réseau des transports de la CdC.

LOT N°1 : CRÉATION ET RÉALISATION DU NOM D'UNE MARQUE TERRITORIALE POUR LE RÉSEAU DES TRANSPORTS DE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE

Il s'agit de doter la Collectivité de Corse d'une marque territoriale des transports collectifs unique permettant une offre de transports cohérente et homogène comprenant différents modes de transports sur l'ensemble de la Corse.

Ainsi, il s'agit de procéder à la création d'un nom de marque pour les transports de la CdC et de sa déclinaison en fonction des différents modes de transports.

Description des prestations et résultats / livrables attendus :

A. RECHERCHE ET CONCEPTION DE NOM ET SES DERIVES

La Collectivité de Corse est amenée, dans le cadre du déploiement de son offre territoriale de transports et de sa compétence transports, à créer une marque nécessitant une recherche et création de nom.

Cette création de naming devra intégrer des déclinaisons en fonction des modes de transports utilisés : transports scolaires, transports interurbains, transports ferroviaires et transports maritimes. Une signature viendra expliciter ou promouvoir la marque, elle pourra elle-même être déclinée au besoin.

Les différentes composantes devront être en langue corse, suffisamment explicites pour être compris par tous les publics, résidents comme touristes, élèves comme adultes.

Le nom de la « marque ombrelle » devra être simple, et pourra comprendre une ou deux syllabes, de manière à être accolé à des dérivés indiquant le mode de transport identifié (ex : si le phonème « andà » était choisi comme nom de marque, il pourrait être décliné sous les formes « anda-strada » pour les transports routiers interurbains, « anda-scola » pour les transports scolaires, « anda-mare » pour les liaisons maritimes ou encore « anda-ferru » pour les chemins de fer).

Le prestataire retenu devra élaborer plusieurs propositions de naming (2 minimum). Il pourra s'assurer de la collaboration des directions des transports et de la langue Corse de la Collectivité de Corse. La réalisation de la marque territoriale devra s'inscrire dans la durée et permettre la déclinaison par modes de transports. La proposition de naming devra être argumentée au sein d'une recommandation.

Livrable : cette prestation comprend une recommandation et deux propositions et s'inscrit dans une démarche globale avec une recherche d'antériorité, une vérification juridique, recherche de classes, le dépôt du nom de marque et de l'identification visuelle retenus auprès de l'INPI ainsi que de l'ensemble des formalités administratives associées.

B. CREATION D'UNE SIGNATURE OU D'UN SLOGAN

Pour afficher un positionnement clair, il est nécessaire de travailler sur la conception d'une signature ou d'un slogan, qui accompagnerait le nom récemment créé pour cette marque territoriale.

Livrable : cette conception s'appuie sur une note d'intention débouchant sur 2 propositions. L'une d'entre elle intégrera de la langue corse.

Pour la consultation, le soumissionnaire fournira :

- une note méthodologique de recommandation, démontrant une bonne compréhension de la demande et un argumentaire des noms et slogans proposés, permettant la mise en cohérence entre la marque et les services ;
- une ou deux propositions de noms et propositions de slogan permettant la mise en cohérence des préconisations et de la marque ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise qui seront mis à disposition pour exécuter les prestations ;
- une liste de références déjà réalisées dans ce domaine particulier du naming (naming, déploiement de marque, campagne de communication, marketing, lancement de produits, dépôt de marque, logos, conception et édition d'outils de communication, etc.).

LOT N°2 : CONCEPTION ET REALISATION DE L'IDENTITE VISUELLE DE LA MARQUE DE TRANSPORT DE LA COLLECTIVITE DE CORSE ET DECLINAISONS

Le prestataire retenu devra créer et réaliser l'identité visuelle ainsi que le déploiement visuel de la marque territoriale de transports de la Collectivité de Corse.

Pour ce faire, le prestataire sera sollicité par la Direction de la communication institutionnelle pour concevoir, réaliser, adapter ou mettre à jour :

- une stratégie de déploiement de la marque territoriale de transports de la CdC ;
- une identité visuelle de la marque territoriale de transport avec création et réalisation du/des logotypes et ses déclinaisons ;
- ses principes de mise en page en page à travers une charte graphique, une charte rédactionnelle, un guide de communication partenaires, etc intégrant les supports print et web ;
- le déploiement de la marque territoriale de transports à travers une signalétique adaptée, tant sur les modes de transports, que dans les espaces d'attente, ou encore l'information voyageurs ;
- des concepts et opérations de communication, à caractère promotionnel, informatif ou relayant des messages de sécurité publique, diffusés via des supports dédiés (affiches, flyers, fascicules...), des médias institutionnels (print, sites internet, réseaux sociaux, applications mobiles), ou des médias permettant des achats d'espaces (annonce publicitaire, publi-rédactionnel, displays réseaux sociaux,...) ;

- des messages rédactionnels de tous types (accroches, messages promotionnels, contenus informatifs développés) ;
- des créations graphiques adaptables à tous formats print (affiches, flyers, dépliants), web (bannières, skyscraper, pop-up, habillage), signalétique ou objets publicitaires ;
- du webdesign de sites/blogs généralistes ou thématiques ;
- ou encore de la mise en page de supports destinés à valoriser les activités des transports de la CdC auprès de ses partenaires (diaporamas, supports de présentation Powerpoint, etc).

Enfin, de façon accessoire et en complément, pour mettre en cohérence ce déploiement de marque, un accompagnement en communication pourra être demandé au prestataire, pour permettre de répondre à des demandes spécifiques des services opérationnels ou de relayer les messages de la Collectivité de Corse.

Description des prestations et résultats / livrables attendus :

A. CONCEPTION, CREATION DES ELEMENTS GRAPHIQUES DE LA MARQUE TERRITORIALE DE TRANSPORTS

Délai normal de réalisation

Le délai normal maximum de réalisation pour chaque prestation de la partie A est de huit (8) jours ouvrés.

En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 48h00 (cf. article3).

A.1 Note stratégique de déploiement de la marque territoriale de transports de la CdC

Dans le cadre de la mise en place de cette marque de transports territoriale, le prestataire définira une stratégie de déploiement de cette marque de façon global et au sein de chaque mode de transports et vis-à-vis des transporteurs assurant cette délégation. Il pourra s'appuyer sur le plan de transports proposé par la direction des transports et de la mobilité de la CdC et sur le plan de communication réalisé par la Direction de la Communication institutionnelle de la CdC (cf. annexes).

Livrable : Une note de recommandation proposera un déploiement des opérations de communication à mettre en œuvre pour permettre le dévoilement de la marque au niveau régional puis par mode de transports et présenter ainsi une architecture de marque claire et cohérente de l'offre de transports de la Collectivité de Corse. Un planning d'actions à mener sera proposé pour permettre le cadencement des supports de communication à réaliser.

A.2 Recherche et création d'une identité visuelle

Dans le cadre de la mise en place de cette marque, et afin de proposer une architecture de marque claire et cohérente, la création d'une nouvelle identité visuelle devra être proposée par le prestataire. Elle est destinée à l'identification, l'information, la valorisation et à la diffusion de cette nouvelle marque de transports de la Collectivité de Corse, ainsi qu'à la promotion de son offre de services, y compris à titre commercial, par tout organisme dépendant d'elle.

Livrable : cette prestation de création de l'identité visuelle apportant une réponse graphique au naming qui sera retenu, nécessitera la réalisation d'un benchmark ou d'une étude de tendances, une recommandation permettant de qualifier précisément la réponse apportée, et qui se formalisera par 2 propositions graphiques, avec une proposition d'une déclinaison sur un mode de transport librement choisi par le prestataire accompagnée de maquettes de mise en situation.

A.3 Création de logo et déclinaison par mode de transport

Les recherches et créations de logotype doivent être accompagnées d'une note d'intention et proposer 2 pistes créatives. Il devra s'inscrire au sein de l'identité visuelle retenue.

Livrable : On trouvera au sein de cette note d'intention :

La reformulation didactique du positionnement, de valeurs, et des cibles de clientèles de la marque de transports territoriale.

L'emblème

Les codes couleurs et la typographie

L'étude du logo retenu :

- une présentation du logo retenu dans son contexte,
- les mises en situation à différents formats. le plus petit étant la signature partenaire en bas d'un document 10X21 et le plus grand un plein format A3,
- une proposition monochrome, en niveau de gris et en réserve et au trait.

Des déclinaisons du logo créé seront rendues nécessaires pour chaque mode de transport (transports routiers interurbains, transports scolaires, transports maritimes, transports réseau ferré).

A.4 Elaboration d'une charte graphique

L'élaboration de la charte graphique définira les aspects suivants :

Elle mettra en forme :

- la note d'intention du logo retenu (reformulation didactique du positionnement, de valeurs, et des cibles de clientèles de la marque de transports territoriale. emblème, codes couleurs et typographie),
- Le logo et ses déclinaisons :
 - > La grille de construction du logo avec un livre des normes et utilisations strictes du logo et de sa signature dans ses différentes versions (pantone, quadrichromie, réserve, niveaux de gris, zone de protection, taille minimale, interdits, etc.).
 - > La déclinaison du logo par mode de transports (routiers interurbains et scolaires, ferré et maritime).
- la création d'un système graphique (typographie, couleurs, principes graphiques et iconographiques composant un territoire visuel pérenne) et sa charte d'utilisation avec proposition de gabarits pour l'ensemble des supports : marquage, covering (bus, trains, navettes maritimes), PLV, signalétique, print, digitaux, social-media, audiovisuels, événementiels, média,...
- La signature pour les utilisations administratives et institutionnelles.
- la charte graphique explicitera également le positionnement du logo dans son co-branding vis-à-vis de ceux de l'institution et des partenaires transporteurs assurant la délégation de services.

L'univers de la charte graphique devra prendre en compte et s'inscrire au sein des univers coloriels et typographiques de la CdC.

A.5 Elaboration d'une charte éditoriale

La charte éditoriale s'appuiera sur les éléments de la note stratégique de déploiement de la marque de la Collectivité de Corse et posera les principes de mises en page des supports de communication en fonction des cibles et des objectifs du dispositif d'information concerné (faire découvrir, informer, faire participer, inciter à agir, etc.) et de la stratégie de contenus souhaitée (angle éditorial : parti-pris et principes éditoriaux, ton : de connivence, intimiste, chaleureux, engagé, institutionnel...).

Le livrable comportera :

- la présentation des principes éditoriaux des titres, textes, liens, boutons, puces, les styles de police à employer pour les textes (famille, taille, couleur...);
- les types d'images (formats, dimensions),
- les types d'illustration (pictogrammes, graphiques,...).

- et concernera l'ensemble des supports de communication externe (publications print et web) du secteur de la marque territoriale.

A.6 Cessions de droits

Le titulaire cèdera ses droits sur chaque création de la partie A, pour permettre leur réédition au cours des années suivantes. Cette cession des droits s'exerce dans le cadre de l'article 7 du présent DCE.

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

B. REALISATION GRAPHIQUE DES SUPPORTS

Délai normal de réalisation

Le délai normal maximum de réalisation pour la partie B est de cinq (5) jours ouvrés. En fonction des besoins et des circonstances, il peut être demandé au titulaire d'exécuter ses prestations dans un délai de réalisation urgente de 24h00 (cf. article3).

B.1- Déclinaison du visuel générique de communication pour la mise en page d'un document unique (une page)

Cette prestation concerne la mise en œuvre d'un concept de campagne ou d'un visuel générique sur l'ensemble des supports Print et Web prévus au plan de communication.

On entend par visuel, le montage de plusieurs éléments graphiques (photo, typo, illustrations, photo composite à partir de fichiers pixels haute définition provenant de prises de vues dont la CdC est propriétaire, de prises de vues réalisées par le prestataire ou d'achat d'art, etc.).

Cette création graphique devra répondre à des impératifs d'utilisation, aux qualités de lisibilité attendues et s'intégrer au principe de cohérence graphique déterminé par l'univers de l'identité visuelle de la marque territoriale.

Elle sera déclinée pour des documents uniques, selon différents formats :

- inférieur à de l'A2 (affiches, flyer, dépliant, signalétique de transport, support événementiel, web...) ;
- inférieur à de l'A0 (panneaux d'expo, signalétique de transport, ou support événementiel...) ;
- supérieur à de l'A0 (panneaux d'expo, signalétique de transport, 4x3...).

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

- Dans le contexte de la création de la marque territoriale des transports, les supports envisagés sont les suivants :

> Les éditions et outils de communication spécifiques de la marque territoriale :

- les cartes ;
- les fiches produits par service proposé, affiches, road book ;
- la billettique par mode de transports et par clientèle (billets, abonnements, cartes, etc) ;
- les supports de P.T.V (kakemonos, oriflammes, présentoirs cartons, panneaux, vitrophanes, ecocups, oriflammes, bâches, présentoirs imprimés) ;
- la signalétique des modes de transports (covering bus, bateaux, trains, voiture....) ;
- les supports administratifs (modèle de comptes-rendus, bilans d'activité power point, diaporama, reporting web, communiqués de presse, etc.) ;

- une chemise de dossier (de presse, de la marque...) ;
- une information voyageurs ;
- les insertions publicitaires (affichage, print, web, écrans TV) ;
- les supports numériques pour la plateforme web, application STM mobile, etc (comme des visuels de page d'accueil, bannières, displays, footer, ...) ;
- un support de communication unique dans le cadre d'opérations événementielles (ex : affiche pour la journée des transports publics).

B.2- Création de mise en page pour document de plusieurs pages

Cette prestation correspond à déterminer les principes graphiques généraux de la maquette : format, grille, choix typographiques de titrage et de textes courants, pages types (1^{ère} et 4^e de couverture, ouvertures de chapitres...). charte colorielle, style iconographique...

Livrable : Elle sera déclinée pour des documents de plusieurs pages, selon différentes paginations:

- **B.2-1** création de mise en page pour un support comprenant plusieurs pages (de 2 à 16 pages) ;
- **B.2-2** création d'une mise en page pour une brochure de plus de 16 pages.

A remettre à la Direction de la Communication de la CdC : fichiers HD natifs tous droits cédés.

Dans ce contexte, les supports envisagés ici sont :

> Les éditions et outils des partenaires :

- les guides pratiques, cartes, plaquettes de présentation, flyers et guides pratiques (couvertures et pages intérieures) ;
- les fiches produits et road book ;
- les supports numériques de plusieurs pages (sites web, web design, application mobile, etc.).

Il est également demandé des propositions pour l'intégration de traduction partielle des documents de promotion en une langue supplémentaire.

Gestion environnementale des impressions :

Les supports et éditions papiers seront remis fabriqués et/ou imprimés.

Ils doivent être proposés en matériaux et démarche éco responsable autant que faire se peut (papiers, encres, labels, etc.). Le prestataire précisera la démarche et les recommandations proposées en ce sens.

Livrable avec impression envisagé :

- **B.2-3** Une chemise de présentation de la marque territoriale permettant de valoriser les échanges de documents administratifs entre la Collectivité de Corse - direction des transports, et ses partenaires sera réalisée. Elle sera fournie imprimée en 100 exemplaires.
- D'autres supports imprimés de PLV peuvent être nécessaires en fonction de l'exploitation du réseau de transports par les partenaires, ils feront l'objet d'un bon de commande en tant que de besoin.

B.3- Adaptation, mise à jour, mise au format

Cette prestation concerne des adaptations mineures de documents existants pouvant porter sur des adaptations de visuels ou de displays web à des formats, différents, pour les insertions publicitaires par exemple, mais également changements de formats, corrections de textes, changements d'images ou de logos dans le cadre d'une mise à jour des outils de communication existants (corrections minimales ou mise aux formats de travaux existants).

Livrable : unitaire ou par forfait de 10 Mises au format.

ELEMENTS DE DESIGN

B.4- Création d'une infographie, d'un plan / carte simple ou élaboré

On entend différencier l'infographie de l'illustration par sa portée informative et pédagogique. L'infographie doit simplifier les instructions, symboliser, expliciter, voire se substituer au texte.

Les représentations graphiques attendues doivent être en mesure de représenter des données complexes et sont destinées à simplifier l'information. Elles doivent mettre en valeur la donnée, les analyses et les éléments rédactionnels de façon lisible et percutante, sous la forme de courbes, histogrammes, camemberts ou autres représentations, créatifs et en cohérence avec l'univers graphique de l'identité visuelle de la métropole. Les représentations graphiques seront livrées à la Collectivité de Corse dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, et pdf, tous droits cédés.

Pour le plan, il convient de distinguer plusieurs types de réalisations regroupées sous la dénomination de plan.

- La création d'un simple plan d'accès ou plan masse (1 livrable)
- La création d'un plan élaboré, à redessiner entièrement à partir d'éléments de cartographie numérique avec insertion de légendes, pictogrammes, photos ou visuels (2 livrables)

Pour chacun de ces travaux la prestation doit comprendre la cession de l'ensemble des fichiers source et le plan au format vectoriel.

B.5- Création de pictogrammes

Le pictogramme est une illustration dessinée et schématique représentant une figure ou une action, qui pourrait être utilisé par la Direction de la Communication institutionnelle dans le cadre de la mise en place d'une signalétique ou d'une interface utilisateur pour des services en ligne par exemple.

Cette prestation correspond à la création d'une série de pictogrammes (base de 1 à 5 pictogrammes avec ou sans série de pictogrammes supplémentaire), pour une utilisation en édition, web ou vidéo. Le prestataire proposera 2 pistes créatives pour le traitement des pictogrammes. A l'issue de la présentation, une série d'aller et retour devra être prise en compte jusqu'à obtention d'une proposition validée.

La déclinaison des pictogrammes est effectuée après validation d'une des pistes créatives par la Direction de la Communication institutionnelle, et sur la base d'une liste de symboles imaginés par le prestataire et/ou indiqués par la Direction de la Communication institutionnelle.

La livraison comprend l'ensemble des pictogrammes dans un format de fichier numérique natif, modifiable et réexploitable ainsi que dans les formats jpeg, png et pdf, tous droits cédés.

Livrable par fichier HD natif tous droits cédés.

Dans le contexte de la marque territoriale, il est envisagé la création de :

> une carte de localisation schématique du réseau des transports de la CdC. Il s'agit d'un outil de la charte graphique qui pourra être intégré dans les différentes éditions et sites web afin de donner un aperçu rapide de la destination aux usagers des transports (clientèle insulaire et touristique).

> une série de 20 pictogrammes dédiés (points de desserte, hubs, terminus/haltes, lignes, activités, modes de transports...) pourra être nécessaire pour accompagner cette carte.

ELEMENTS DE PRESENTATION

B.6 Création de masques de présentation Powerpoint ou modèles Word

La Direction de la Communication institutionnelle peut demander un appui technique au déploiement de modèles de présentation à diffuser au sein des directions de la DGA Transports vis à vis de ses partenaires de transport.

Cette prestation consiste à réaliser les modèles de masques Powerpoint ou modèles Word en accord avec la charte graphique institutionnelle prêts à être utilisés pour une présentation Powerpoint ou la réalisation d'une affiche au public par l'ensemble des services de la direction Transports, y compris par des personnels non spécialisés.

Les modèles de masques contiendraient une page de garde, une page de titre, une page de texte, une page de graphiques). Livrable : fichier PPT ou modèle Word.

B.7- Création de présentation Powerpoint simple

A partir des modèles de masques Powerpoint, la Direction de la Communication institutionnelle peut demander la réalisation complète d'une présentation dont la structure documentaire serait réalisée en interne, pour répondre à un besoin ponctuel. Cette présentation contiendrait une 20aine de slides. Livrable : fichier PPT ou DOTX.

CREATIONS SONORES

B.8- Création d'une identité sonore

Afin de personifier la marque des transports de la CdC, une identité sonore devra être créée. Cette identité sonore pourra être reprise au sein des annonces radio, les serveurs vocaux, annonces sonores des espaces de transports, séminaires, clips, vidéos, internet, applications mobiles ou encore sur des écrans de différents modes de transports du réseau.

Cette identité sonore pourra être déclinée suivant plusieurs formats adaptés au besoin (virgule, sound design...). Elle sera intégrée au logo / bloc marque pour l'animer ou le mettre en mouvement.

B.9- Création ou modification d'un message audio

Par ailleurs, le media audio est souvent utilisé par la Collectivité de Corse pour toucher ses publics cibles. La Direction de la Communication institutionnelle peut être amenée à commander la création originale d'un message audio s'intégrant dans une campagne dont la stratégie et le message seront définis ou devoir modifier un message existant dans un objectif de réactualisation.

Ce support audio pourra intégrer jusqu'à deux voix au maximum et intégrera de la langue corse.

Ces prestations sont livrées à minima au format MP3, en téléchargement, sur clé USB entièrement libres de droit ou sera directement adressé à la régie publicitaire de la CdC.

Le spot pourra durer 20 ou 30 secondes, selon la campagne.

Par ailleurs, une identité sonore devra être créée pour personifier la marque de transports de la CdC.

SUPPORTS DIGITAUX, DISPLAY, SOCIAL MEDIA ET WEB DESIGN

B.10- Création de display web

La Collectivité de Corse communique également sur le web et marque sa présence par la diffusion de bannières sur des sites identifiés pour relayer son action, des sites partenaires ou les sites de ses délégataires.

La Direction de la Communication institutionnelle pourra demander une déclinaison du visuel de la marque ou d'une campagne selon les codes usuels digitaux sur l'ensemble des formats courants de displays (megabanner 728X90 px, Pavé haut 300X250 px, Grand angle 300X600 px, Skyscraper, Pavé bas 300X250 px, Megaskyscraper 160X600 px, Megabanner bas 728X90 px, Billboard 970X250 px).

D'autres formats moins conventionnels, comme l'habillage de pages, le footer, la création de reco contenus, le native article ou l'overlay image pourront également être demandés.

Pour chacune de ces réalisations le prestataire devra s'assurer de la qualité responsive design de sa prestation et fournir un fichier optimisé pour le web, au format demandé par la Direction de la

Communication institutionnelle, ainsi que les fichiers sources ayant servis à l'élaboration du fichier définitif.

Livrable : On distinguera deux types de prestations :

- une création originale statique (1 livrable),
- une création originale animée (2 livrables).

B.11- Création de publication unique social media

Cette prestation concerne la conception / création d'un seul post. Il s'agira d'une infographie ciblée utilisant les codes graphiques social media.

Ce post sera fourni dans un format de fichier appropriés pour les médias web visés (twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêt à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

B.12- Création d'une campagne sociale media

Présente sur les réseaux sociaux, la Collectivité de Corse souhaite développer sa notoriété et renforcer le lien avec ses différentes communautés.

Dans ce but, la Direction de la Communication institutionnelle peut commander au titulaire le développement de contenus social media, comme la création de visuels ou infographies faisant l'objet d'un post à part entière.

Une bonne connaissance et le respect des codes social media sont essentiels pour ce type de création ainsi qu'une bonne rapidité d'exécution et de mise en œuvre.

La commande concernera la création d'un ensemble cohérent de post à partir d'éléments fournis par la Direction de la Communication institutionnelle, photos ou contenus à mettre en scène dans le but d'en optimiser la compréhension et l'impact et de susciter des engagements.

Livrable : Le titulaire devra fournir une piste créative, qui servira de base de création d'un ensemble de dix post au maximum. Ces posts seront fournis dans le format de fichier appropriés pour les médias web visés (twitter, facebook, instagram...) communiqués par la Direction de la Communication institutionnelle lors de la commande et prêts à poster. Les fichiers sources libres de droits seront également livrés à la Direction de la Communication institutionnelle.

B.13- Adaptation de template existant

La Direction de la Communication institutionnelle peut être en mesure de demander la modification d'un template existant pour une mise en cohérence avec la nouvelle charte graphique ou pour une déclinaison du template en vue d'une utilisation au sein du site de la CdC ou d'un site satellite. Ces adaptations ou modifications sont minimales et ne doivent pas engendrer de développement mais une simple modification des styles CSS et l'intégration de l'identité visuelle de la nouvelle marque.

B.14- Création de webdesign

Jeune institution, la Collectivité de Corse doit se doter d'outils digitaux et affirmer sa présence sur le web. La Direction de la Communication institutionnelle souhaite s'adjoindre des compétences de web design pour l'accompagner dans le développement de ces outils.

La prestation attendue comporte :

- un benchmark correspondant à l'étude des usages pour la réalisation faisant l'objet de la commande, qui sera présenté dans un fichier Powerpoint ou PDF ;
- une recommandation sur les propositions envisagées en termes d'ergonomie, d'expérience utilisateur, d'usage et de web design ;
- deux pistes créatives matérialisées par des maquettes au format pdf pour un ensemble de 3 pages principales du projet.

Ces projets digitaux peuvent concerner la partie digitale de la DGA Transports dans son offre de services, sur la plateforme billettique, le site institutionnel de la Collectivité de Corse, une application mobile, un site satellite ou un site événementiel.

EVENEMENTIEL, SIGNALÉTIQUE

B.15- Conception d'une exposition d'information

Dans le cadre de sa compétence transport, la Collectivité de Corse est amenée à présenter à ses publics des informations relatives aux dispositifs qu'elle met en œuvre.

Les expositions d'information réalisées dans le cadre de cette compétence devront faire l'objet d'une conception spécifique pour une mise en valeur des éléments d'information de façon didactique et exhaustive en respectant l'identité graphique définie antérieurement pour le projet.

Le prestataire proposera une piste créative présentant trois types de panneaux significatifs de l'ensemble de l'exposition. L'ensemble des panneaux devra être livré au format pdf haute définition et suivant les contraintes techniques liées à l'impression définies par la Direction de la Communication institutionnelle, ainsi que l'ensemble des fichiers sources libres de droit.

On distinguera 2 niveaux de prestations en termes de besoin en exposition :

- Prestation simple : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition exécuté et fourni dans un format de fichier haute définition destiné à la fabrication des différents panneaux d'exposition. 1 livrable correspondra à la réalisation des fichiers prêts à envoyer pour fabrication de 5 panneaux d'exposition.
- Prestation complète : concerne l'ensemble des déclinaisons de l'exposition et la fabrication des supports de ces panneaux d'exposition, qui devront être facilement pliables et transportables. 1 livrable correspondra à la réalisation d'1 panneau d'exposition imprimé.

Pour la consultation, le soumissionnaire fournira :

- une ébauche de pré-maquette d'une identité visuelle permettant la traduction graphique de la marque de transports, -- en partant du nom de marque « VIA » ou « ANDA » et de ses déclinaisons par mode de transport « Via strada », « Via ferru », « Via scola », « Via mare » -- ; assortie de son argumentaire (note méthodologique) ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise mise à disposition pour permettre l'exécution des prestations ;
- une liste de références déjà réalisées dans des domaines similaires (charte graphique, charte éditoriale, déploiement de marque, logos, conception et édition d'outils de communication, etc.).

LOT N°3 : CREATION ET REALISATION DE SUPPORTS MEDIA DE PRESENTATION DE LA MARQUE DE TRANSPORT DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

CREATION DE FILM D'ANIMATION OU MOTION DESIGN OU VIDEO

Le prestataire retenu créera et réalisera une présentation promotionnelle de la marque de transports de la CdC, qui pourra prendre la forme d'une vidéo traditionnelle, motion design, voire « scribing » - où l'on voit des illustrations se dessiner peu à peu accompagnées d'une voix off. Cette présentation devra illustrer, visualiser, rendre explicite la nouvelle marque des transports de la CdC et créer des liens entre un ensemble de concepts (bus scolaire train, interurbains), de services et d'informations pour la rendre attractive aux différentes clientèles (parents d'élèves, public insulaire, clientèle touristique).

Le scénario, principe créatif et les visuels graphiques présents dans la vidéo seront créés et élaborés en amont sur la base d'un script / story board écrit et soumis à la CdC pour validation avant d'être ensuite, soit animés, soit filmés, soit filmés en train d'être dessinés en temps réel.

L'ensemble de la vidéo pourra être soutenue par une bande sonore. L'utilisation de la langue corse sera à intégrer.

A- CREATION DE FILM D'ANIMATION OU MOTION DESIGN

Dans ses actions de communication ou de sensibilisation, la Direction de la communication peut avoir besoin de films d'animation ou motion design s'inscrivant dans le cadre d'une campagne, ou portant sur une action ponctuelle.

On entend par motion design, l'animation d'éléments graphiques comme des images, des pictogrammes, de la typographie, ou des objets 3D, le tout synchronisé sur du son.

Ces animations devront répondre au cahier des charges fourni par la Direction de la Communication institutionnelle en termes de cibles, message et spécifications techniques. Ils devront respecter les codes graphiques définis au préalable par la charte graphique de la CdC ou du domaine de compétence concerné. Elles devront intégrer la langue corse (bilinguisme).

La commande pourra concerner différents types de motion design comme une animation flat design, une infographie animée motion design, du mix media, de l'animation traditionnelle, de l'animation 2D ou 3D ou de la typographie animée de type flying logo, etc.

Le titulaire devra proposer un script et un moodboard permettant de donner une idée de l'univers et de la tendance qui sera utilisée dans l'animation graphique. Pour cela, le prestataire présentera au moins deux mises en scène afin de permettre à la Direction de la Communication institutionnelle de faire un choix et d'en retenir une.

Le Motion Designer élaborera alors un storyboard permettant, grâce à des illustrations, de se représenter visuellement l'ensemble des plans qui constitueront la vidéo et un script.

Pendant la production, il est attendu du prestataire des animations qui montreront les avancées et permettront de valider au fur et à mesure l'ensemble du travail.

Le prestataire assurera l'ensemble des tâches liées à la pré-production et la post-production, à la mise aux différents formats et à la compression des fichiers pour leur exploitation sur les différents supports de diffusion déterminés par la Direction de la Communication institutionnelle.

La prestation comprend la réalisation du master HD sur CD, et la livraison des fichiers vidéo aux formats nécessaires pour la diffusion selon les modalités déterminées par la Direction de la Communication institutionnelle sur l'ensemble des canaux, réseaux et terminaux d'utilisation et de diffusion.

Elle prendra en compte la réalisation des déclinaisons pour différents formats (radio, web, réseaux sociaux, spot TV...), le pré contrôle des clips et envoi à l'ARPP avant diffusion TV conformément aux contraintes imposées, elle effectuera si nécessaire la modification des clips et renvoi pour diffusion TV ; et s'acquittera de la livraison pour diffusion selon les contraintes imposées et sur le serveur de France Télévisions Publicité jusqu'à preuve de bonne réception par le serveur de France TV Publicité.

L'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des prestations (réunions, propositions, corrections, rédaction de script, réalisation d'un storyboard, transmissions de fichiers, étalonnage, mises aux formats, post-production) sont réputés inclus dans les prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaires.

Le prestataire retenu cédera l'intégralité des droits à la propriété intellectuelle de sa production.

La Collectivité de Corse, en tant que commanditaire de l'œuvre, acquiert les droits du film produit.

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas faire usage du film produit que ce soit à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable de la Collectivité de Corse.

Les images fournies par le titulaire du marché devront être libres de droits. Le titulaire devra vérifier avant toute utilisation d'image que les droits nécessaires à la bonne exploitation de l'image sont acquittés auprès de son auteur et obtenir, le cas échéant les autorisations de diffusion.

La Collectivité de Corse agissant ici comme un producteur, est également propriétaire de la diffusion du film produit et libre de sa reproduction dans le respect du droit moral de l'auteur. c'est-à-dire sans altération.

Le film doit pouvoir être utilisé sur plusieurs années. Il ne devra donc pas comporter de messages ou d'images susceptibles d'évoluer rapidement.

Les livrables seront remis sur support numérique (disques durs). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

B- CREATION D'UNE VIDEO

Dans le même esprit la Collectivité de Corse peut avoir besoin d'une vidéo.

Les contraintes seront identiques à celles exposées pour le livrable film d'animation ou motion design ci-dessus.

Cette vidéo aura une durée de 2 à 4 mn, au format Full HD avec une déclinaison spot TV de 20 sec. Cette vidéo intégrera la langue corse (bilinguisme), elle pourra comporter des intertitres et sous-titre et habillage graphique de présentation.

La prestation comprendra :

- écriture du scénario (en accord avec la CdC) ;
- écriture du texte et lecture (voix) ;
- enregistrement (textes, bords sonores, musique) ;
- réalisation et montage ;
- Intégration des remarques de la CdC aux différentes phases jusqu'à la validation finale ;
- finalisation du film ;
- habillage graphique ;
- réalisation des déclinaisons pour différents formats (radio, web, réseaux sociaux, spot TV...),
- Pré contrôle des clips et envoi à l'ARPP avant diffusion TV conformément aux contraintes imposées,
- si nécessaire modification des clips et renvoi pour diffusion TV ;
- Livraison pour diffusion selon les contraintes imposées et sur le serveur de France Télévisions Publicité jusqu'à preuve de bonne réception par le serveur de France TV Publicité.

La vidéo sera également diffusée sur le web, réseaux sociaux ou les événements institutionnels.

Les livrables seront les suivants :

- Les rushes au format natif sans compression.
- Le film monté au format natif sans compression pour permettre un éventuel retraitement pour des besoins ultérieurs,
- Le film au format HD compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4).

Les livrables seront remis sur support numérique (disques durs). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

Pour la consultation, le soumissionnaire fournira :

- un support numérique contenant un ou plusieurs exemples de réalisations antérieures du soumissionnaire depuis les 3 dernières années ;
- un argumentaire décrivant le principe créatif envisagé pour un motion design. – en partant du nom de marque « VIA » ou « ANDÀ » et de ses déclinaisons par mode de transport « Via strada », Via ferru », « Via scola », « Via mare » –, répondant aux besoins exposés dans le brief ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise qui seront mis à disposition pour permettre l'exécution des prestations.

3- CONDITIONS D'EXECUTION

Lieu d'exécution : Corse

Délai d'exécution / durée de validité : 1 an. Durée de validité des offres : 90 jours

Forme du marché :

Marché à procédure adaptée, à bons de commande, alloti de la façon suivante :

- Lot 1 : Création et réalisation d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la CdC - minima 0 € - maxima 10 000 € HT
- Lot 2 : Création et la réalisation de l'identité visuelle pour le réseau des transports de la CdC - minima 5 000 € HT - maxima 22 900 € HT
- Lot 3 : Réalisation de supports media de présentation du réseau des transports de la CdC - minima 0 € - maxima 7 000 € HT

Critères de sélection :

Le choix du prestataire se fera à partir de l'examen des critères suivants et pondérés, dans leur ordre décroissant :

Pour le lot n°1 :

1^{er} critère : Valeur technique (0,70) appréciée au regard de la note méthodologique proposée (0,20) et proposition d'un nom de marque (0,50).

2^e critère : Coût de la prestation (0,30).

Pour le lot n°2 :

1^{er} critère : Valeur technique (0,70) appréciée au regard de la note méthodologique proposée (0,20) et de la pré-ébauche de maquette d'identité visuelle d'une marque de transport proposée (0,50).

2^e critère : Coût de la prestation (0,30).

Pour le lot n°3 :

1^{er} critère : Valeur technique (0,70) appréciée au regard des références de l'entreprise en matière de réalisation similaire (0,20), et du principe créatif du motion design proposé (0,50).

2^e critère : Coût des prestations (0,30).

Conditions de réception/ admission

• Photogravure, flashage éventuel, impression et sérigraphie

Dès l'attribution du marché, le titulaire fera connaître à la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse ses besoins en termes de transmission des éléments (fichiers prêts à flasher ou à imprimer, photogravure, épreuve certifiée,...) ainsi que toutes ses contraintes techniques nécessaires à la bonne exécution de la prestation.

L'exécution de toutes les étapes de photogravure, flashage, impression ou sérigraphie de l'ensemble des prestations se fera en étroite collaboration et sous le contrôle de la Direction de la Communication CdC. Le prestataire du lot 1 assurera le suivi technique et de fabrication de la prestation pour le compte de la Collectivité de Corse. L'impression des prestations ne pourra varier de plus de 5 % par rapport aux instructions techniques du BAT.

Les titulaires des lots n°1, n°2 et n°3 devront respecter les caractéristiques techniques énoncées dans le présent DCE.

La mission confiée au prestataire des lots N°1, n°2 aura pour objet :

• LOT 1 : le suivi du projet avec la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse jusqu'au dépôt du nom de la marque.

L'exécution de toutes les étapes de la création d'un nom de marque en collaboration avec les services de la CdC (direction de la Communication institutionnelle, directions Transports et mobilités, directions bilinguisme et langue Corse) jusqu'à la validation de la stratégie de déploiement de la marque et



l'ensemble des opérations d'enregistrement de la nouvelle marque territoriale de transports jusqu'au dépôt INPI.

- **LOT 2 : le suivi du projet avec la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse jusqu'au BAT.**
 - La conception, déclinaison graphique, mise en page, réalisation et suivi technique,
 - L'intégration des corrections demandées par l'administration au cours du processus de réalisation de l'édition, autant de fois que le projet le nécessite,
 - La relecture du texte par un correcteur d'épreuves professionnel après mise en pages.
 - La fourniture, lors de la finalisation du projet, d'une épreuve certifiée analogique ou numérique (Cromalin, MatchPrint, Iris ou Cromalin Digital avec traceur...) d'un des supports de la marque pour Bon A Tirer à remettre à la Direction de la Communication de la CdC. Cette épreuve est dite contractuelle.
 - La fourniture, pour l'approbation de chaque support suivant, d'un jeu d'épreuves-couleurs au format PDF HD certifié pour Bon A Tirer à remettre à la Direction de la Communication de la CdC. Il s'agit ici d'épreuves-couleurs standard.
 - Les publications devront comprendre un format permettant d'être intégrées sur le portail web de la CdC.
 - La fourniture d'un CD, ou tout autre support de stockage approprié, comportant les fichiers sources/natifs, les fichiers web, xml (etc.) des versions définitives de chaque support de communication, pour être actualisable. Cette clause conditionne le paiement du marché.
 - L'envoi des fichiers d'exécution accompagnés de/ des épreuve(s) certifiée(s) aux titulaires des lots n°1 et n°3 pour réalisation de leurs opérations de communication, supports media.
 - Le prestataire devra prévoir d'assurer le suivi technique d'impression et/ou de sérigraphie des supports de communication imprimés ou sérigraphiés demandés, pour le compte de la CdC.

Clause importante

Le prestataire du marché devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication nécessaires à sa réédition (exécution des cartes de vœux et des intercalaires, supports web, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché.

Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live, Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .jpeg,...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

La mission confiée au prestataire du LOT N°3 aura pour objet :

- Le suivi du projet avec la Direction de la Communication de la Collectivité de Corse jusqu'aux validations de l'ARPP et de France TV Publicités pour diffusion.
- Les livrables seront remis sur support numérique (disques durs). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.
- Le film vidéo sera fourni en haute définition : rushs en format natif sans compression, le film monté en format natif et en format compatible avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps. Il sera remis à la Direction de la Communication institutionnelle de la Collectivité de Corse sur support numérique.

4 - PRIX

Marché à bons de commande au titre de l'article 77 du décret D. 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

LOT N°1 : Création d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la Collectivité de Corse

- Décomposition par intervenants en cas de groupement :

MARCHE N°

--	--

Montant global TTC de la solution de base :

Lot n° 1 : Minima 0 € HT- Maxima 10 000 € HT

Le fournisseur doit renseigner le détail de sa (ses) proposition(s) dans le bordereau des prix ci après



Bordereau des Prix – Lot 1

Création d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la CdC

Société :

Adresse :

Personne à contacter :

Nature de la prestation	Quantité	Prix unitaire € HT	Prix € TTC
A. RECHERCHE ET CONCEPTION DE NOM ET SES DERIVES			
Recherche et création d'un nom de marque	1		
Recherche et dépôt de la marque à l'INPI	1		
Cession des droits du nom de marque	1		
B. CREATION D'UNE SIGNATURE OU D'UN SLOGAN			
Création d'une signature et d'un slogan	1		
Déclinaisons par mode de transport	forfait		
TOTAL A + B			

A, le

<p>Dressé par :</p> <p>Le :</p> <p>Pour le fournisseur, Le représentant légal,</p> <p>Signature et cachet de l'Entreprise :</p>	<p>Lu et approuvé</p> <p>Pour le pouvoir adjudicateur,</p> <p>P/ Le Président du Conseil exécutif de Corse et par délégation,</p>
--	---

LOT 2 : Création et la réalisation de l'identité visuelle pour le réseau des transports de la CdC

Marché à bons de commande au titre de l'article 77 du décret D. 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

- Décomposition par intervenants en cas de groupement :

MARCHE N°

--

Montant global TTC de la solution de base :

Lot n° 2 : Minima 5 000 € HT- Maxima 22 900 € HT

Le fournisseur doit renseigner le détail de sa (ses) proposition(s) dans le bordereau des prix ci après.

Bordereau des Prix - Lot 2

Création et la réalisation de l'identité visuelle pour le réseau des transports de la CdC

Société : EVENTCOM


Adresse : Pole de Suardeth 2 - Route de Nezzara 20090 ASACARI

Personne à contacter : Carlo FERRARA

Nature de la prestation	Quantité	Prix € HT	Prix € TTC
A. CREATION DES ELEMENTS DE LA MARQUE TERRITORIALE DE TRANSPORTS			
A.1 Note stratégique de déploiement de la marque territoriale de transports de la CdC	1	2.000	2 400
A.2 Recherche et création d'une identité visuelle	1	2.000	2 400
A.3 Création de logo et déclinaisons	1	3.000	3 600
A.3 bis - déclinaisons par mode	Forfait pour 4	2.000	2 400
A.4 Création de la charte graphique	1	2.000	2 400
A.5 Création de la charte éditoriale	1	1.500	1 800
A.6 Cessions de droits	1	1.500	1 800
TOTAL PARTIE A	Faire le total excepté les cases grisées	12.000	14 400
B. REALISATION GRAPHIQUE DES SUPPORTS DE COMMUNICATION			
B.1 Création de mise en page d'un document unique	1	1.000	1 200
B.2-1 création de mise en page pour un support comprenant plusieurs pages (de 2 à 16 pages)	livrable	500	600
B.2-2 création d'une mise en page pour une brochure de plus de 16 pages	livrable	750	900
B.2-3 Chemise de presse, 100 ex	livrable	1.200	1 440
B.3 adaptation, mise à jour, mise au format print ou web	1	300	360
	Forfait de 10	2.000	2 400
B.4 Création d'une infographie, d'un plan / carte simple ou élaboré	1	750	900

B.5 Création de pictogrammes	Forfait de 20	1600	1920
B.6 Création de masques de présentation Powerpoint ou modèles Word	1	300	360
B.7 Création de présentation Powerpoint simple	1	150	180
B.8 Création d'une identité sonore	1	1000	1200
B.9 Création d'un message audio	1	350	420
B.10 Création de display web statique (1 livrable) ou dynamique (2 livrables)	1 livrable	750	900
B.11 Création de publication unique social media	1	150	180
B.12 Création d'une campagne social media	1 livrable	350	420
B.13 Adaptation de template existant	1	150	180
B.14 Création de webdesign	1	750	900
B.15 Conception d'une exposition d'information	Presta simple	500	600
	Prestation complète	1000	1200
TOTAL PARTIE B	Total hors case grisées	9.350	11 220
TOTAL GENERAL A+B	Total hors case grisées	21.350	25 620

A _____, le _____

<p>Dressé par : <u>Carlo Franciosa, gérant</u> Le : <u>02/06/2020</u> Pour le fournisseur, Le représentant légal,</p> <p>Signature et cachet de l'Entreprise :</p> <div style="text-align: center;">  <p>EVENT'COM SARL Groupe Conseils Lohins Pôle de Suivi Client - Route de Mezzavia - 20090 AJACCIO Tél: 04.95.10.70.74 - Fax: 04.95.10.70.83. www.eventcom.fr</p> </div>	<p>Lu et approuvé</p> <p>Pour le pouvoir adjudicateur, P/ Le Président du Conseil exécutif de Corse et par délégation,</p>
--	---

Siret n° 4324211210026 - TVA intra FR 22 432421121

LOT 3 : Réalisation de supports media de présentation du réseau des transports de la CdC

Marché à bons de commande au titre de l'article 77 du décret D. 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

· *Décomposition par intervenants en cas de groupement :*

MARCHE N°

--

Montant global TTC de la solution de base :

Lot n° 3 : Minima : 0 € HT - Maxima : 7 000 € HT

Le fournisseur doit renseigner le détail de sa (ses) proposition(s) dans le bordereau des prix ci joint.

Bordereau des Prix - Lot 3

Réalisation de supports media de présentation du réseau des transports de la CdC

Société :

Adresse :

Personne à contacter :

NATURE DES PRESTATIONS	QUANTITE	PRIX € H.T.	PRIX € T.T.C.
A. CREATION DE FILM D'ANIMATION, MOTION DESIGN			
Création d'un scénario, script, storyboard original	Forfait par Equivalent film		
Réalisation de l'animation	Equivalent film 5 à 20 sec		
	Equivalent film 21 à 30 sec		
	Tranche supplémentaire Equivalent film 15 sec		
Création habillage sonore - musique, sound design / achat	Forfait par Equivalent film		
Insertion d'effet spéciaux 2D et/ou 3D, insertions d'images vidéos et/ou photos, insertion d'infographies, d'illustrations	Forfait par incrustation d'élément		
Version en langue étrangère, voix off	Forfait par Equivalent film		
Version audiodescription pour malvoyants ou sous-titrage langue étrangère (hors achat prestation traduction)	Forfait par Equivalent film		
Cession des droits	Forfait par Equivalent film		
TOTAL A	Faire le total hors cases grisées		
B. CREATION D'UNE VIDEO			
Création d'un scénario, script, storyboard original	Forfait par Equivalent film		
Production d'une vidéo	Equivalent film 2 sec		
	Equivalent film 4 mn		
	Tranche supplémentaire		

	Equivalent film 30 sec		
Création habillage sonore - musique, sound design / achat	Forfait par Equivalent film		
Voix off / comédien	Forfait ½ journée		
Version en langue étrangère voix off	Forfait par Equivalent film		
Version audiodescription pour malvoyants ou sous-titrage langue étrangère (hors achat prestation traduction)	Forfait par Equivalent film		
Cession des droits	Forfait par Equivalent film		
TOTAL B	Faire le total hors cases grisées		
TOTAL GENERAL A+B	Faire le total hors cases grisées		

A, le

<p>Dressé par :</p> <p>Le :</p> <p>Pour le fournisseur, Le représentant légal,</p> <p>Signature et cachet de l'Entreprise :</p> 	<p>Lu et approuvé</p> <p>Pour le pouvoir adjudicateur,</p> <p>P/ Le Président du Conseil exécutif de Corse et par délégation,</p>
--	---

5. MODALITES DE REGLEMENT

Conditions de règlement/échéancier : Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Type de prix : Mixte

Nature des prix : Ferme

Conditions de paiement : Le paiement est effectué par mandat administratif (virement bancaire). Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture ou mémoire sur certificat de service fait.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Présentation des demandes de paiement et facturation :

Dans le cadre de marchés publics, la facturation dématérialisée est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les factures afférentes à ce marché devront être déposées sur le portail CHORUS PRO – CODE SERVICE : WFCOM01

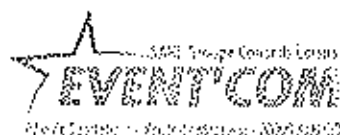
Les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).



RIB à compléter :

Compte à créditer

(à compléter par le fournisseur)

: Bénéficiaire : LCL AJACCIO SALINES
30002 - 02874 - 077058R - 25

RIB :

Périodicité des paiements : Paiement par mandat administratif sur service fait.

Pénalités : Les dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG PI s'appliquent.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13. 3 et 20. 4 du CCAG PI et par application de la formule suivante :

VxR

P =

1 000

dans laquelle : P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

6. DISPOSITIONS DIVERSES

Pièces constitutives du marché :

- Le présent projet de marché à compléter et à signer sans modification ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 16 Septembre 2009) en application duquel le marché est établi ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Pièces à fournir à l'appui de l'offre :

- le présent projet de marché complété et signé ;
- le bordereau des prix complété et signé ;
- un RIB ;
- une attestation fiscale au 31/12/2019 ;
- une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ;
- une présentation des moyens de l'entreprise (matériels et humains) mis à disposition pour la réalisation des prestations.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat (conformément à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail) et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Une attestation d'assurance en cours de validité : Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes

d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

- Enfin, les soumissionnaires devront fournir obligatoirement :

- Pour le lot 1 :

- une note méthodologique de recommandation, démontrant une bonne compréhension de la demande et un argumentaire des noms et slogans proposés, permettant la mise en cohérence entre la marque et les services ;
- une ou deux propositions de noms et propositions de slogan permettant la mise en cohérence des préconisations et de la marque ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise qui seront mis à disposition pour exécuter les prestations ;
- une liste de références déjà réalisées dans ce domaine particulier du naming (naming, déploiement de marque, campagne de communication, marketing, lancement de produits, dépôt de marque, logos, conception et édition d'outils de communication, etc.).

- Pour le lot 2 :

- une ébauche de pré-maquette d'une identité visuelle permettant la traduction graphique de la marque de transports, -- en partant du nom de marque « VIA » ou « ANDÀ » et de ses déclinaisons par mode de transport « Via strada », « Via ferru », « Via scola », « Via mare » -- ; assortie de son argumentaire (note méthodologique) ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise mise à disposition pour permettre l'exécution des prestations ;
- une liste de références déjà réalisées dans des domaines similaires (charte graphique, charte éditoriale, déploiement de marque, logos, conception et édition d'outils de communication, etc.).

- Pour le lot 3 :

- un support numérique contenant un ou plusieurs exemples de réalisations antérieurs du soumissionnaire depuis les 3 dernières années ;
- un argumentaire décrivant le principe créatif envisagé pour un motion design, -- en partant du nom de marque « VIA » ou « ANDÀ » et de ses déclinaisons par mode de transport « Via strada », « Via ferru », « Via scola », « Via mare » --, répondant aux besoins exposés dans le brief ;
- une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise qui seront mis à disposition pour permettre l'exécution des prestations.

Conditions d'envoi ou de remise des plis :

L'enveloppe devra contenir les pièces justificatives de la candidature et de l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé :

- Soit à l'adresse suivante : Collectivité de Corse - Direction de la Communication Institutionnelle, Hôtel de la CdC, 22 cours Grandval, 3^{ème} étage, 20187 AIACCIU cedex 1 ou Direction de la Communication institutionnelle, Hôtel de la CdC, la Coupole, Rond-point Maréchal Leclerc, 2^{ème} étage, 20200 BASTIA.
- Ou, s'ils sont envoyés par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, devront l'être à l'adresse suivante : Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle - 22 cours Grandval, BP 215, 20187 AIACCIU cedex 1.
- Soit par un dépôt des plis par voie électronique aux adresses suivantes : laurence.tommasi@isula.corsica ; clothilde.bujoli-biancardini@isula.corsica.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.



L'offre devra être transmise à la
Collectivité de Corse - Direction de la Communication institutionnelle,
22 Cours Grandval, BP 215, 20187 AIACCIU cedex 1

Avant le : mercredi 3 juin à 12h00

Pénalités :

Les dispositions prévues à l'article 14 du CCAG PI s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 14 du CCAG PI et par application de la formule suivante :

$V \times R$
 $P = \frac{V \times R}{3000}$
3 000

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats.

Les dispositions prévues à l'article 25 du CCAG PI s'appliquent :

Option B : Cession des droits d'exploitation sur les résultats.

7-1-Transfert des droits patrimoniaux

Pour les prestations qui seraient soumises à la loi N° 57-298 du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, le pouvoir adjudicateur bénéficie du transfert des droits suivants : reproduction, représentation, adaptation, arrangement, correction, traduction, incorporation.

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

Durée : 10 ans

Lieu : Territoire mondial

Droits du titulaire du marché :

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le titulaire du marché conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats.

A cet effet, le titulaire devra restituer à l'administration l'intégralité des fichiers natifs numériques des documents de la campagne de communication (affiche, plaquette, dépliant, couvertures, pages de textes, panneaux, papier en-tête, formulaires, publicités et ses adaptations presse ou affichage, supports Web : bandoaux, pages internet statiques, pages interactives, formulaires d'inscription, etc....) ainsi que les photographies, tableaux, polices de caractères et tous documents utilisés pour l'exécution du marché. Sont concernés les fichiers Adobe Photoshop, Illustrator, Quark Xpress, In Design, Go Live,

Word, Excel, Power Point, iWorks etc. ainsi que les photographies et documents originaux (.eps, .tiff, .ai, .psd, ...). Pour tous les documents, les fichiers devront être non aplatis avec calques. Les vidéos seront fournies en haute définition. Les rushes en format natif sans compression, les films montés en formats natifs et en formats compatibles avec les plateformes de diffusion (qualité broadcast, mp4). Ils seront remis sur support numérique (disques durs), par voie postale ou en main propre. La haute définition doit permettre de conserver une qualité irréprochable à l'usage, et dans le temps.

Le paiement du marché sera soumis à la réalisation effective de cette clause.

8. GARANTIES ET OBLIGATIONS PARTICULIERES

Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Les dispositions prévues à l'article 5 du CCAG PI s'appliquent

9. CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 26.2 du CCAG PI.

Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 26.2 du CCAG PI par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Garantie

Conformément à l'article 28 du CCAG PI, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 1 an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

10. RESILIATION

Conditions de résiliation : Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG PI.

11. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia, villa Montepiano, F-20407 Bastia Cedex 1. Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges, bd Paul Peytral, F-13282 Marseille Cedex 20.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Collectivité Territoriale de Corse - Direction des Affaires Juridiques, 22 Cours Grandval B.P. 215, F-20187 Ajaccio cedex.

LOT N°1 : Création d'une marque territoriale pour le réseau des transports de la CdC

ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

Engagement, après avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'exécution énoncées ci-dessus, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans le présent document,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée en euro.

À, le

**Signature du (des) prestataire(s)
et cachet de l'entreprise:**

DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre pour le LOT 1 est acceptée :

À Ajaccio, le

**Le représentant du pouvoir adjudicateur,
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,
Et par délégation,**

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A Ajaccio, le

**Le représentant du pouvoir adjudicateur,
Le Président du Conseil exécutif de Corse**



LOT N°2 : Création et la réalisation de l'identité visuelle pour le réseau des transports de la CdC

ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

Engagement, après avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'exécution énoncées ci-dessus, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans le présent document,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée en euro.

À, le

**Signature du (des) prestataire(s)
et cachet de l'entreprise:**

DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre pour le LOT 2 est acceptée :

À Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,
Et par délégation,

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

À Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
Le Président du Conseil exécutif de Corse



LOT N°3 : Réalisation de supports media de présentation du réseau des transports de la CdC

ENGAGEMENT DU PRESTATAIRE

Engagement, après avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'exécution énoncées ci-dessus, je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans le présent document,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée en euro.

A, le

**Signature du (des) prestataire(s)
et cachet de l'entreprise:**

DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre pour le LOT 3 est acceptée :

A Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
P/ Le Président du Conseil Exécutif de Corse,
Et par délégation,

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A Ajaccio, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
Le Président du Conseil exécutif de Corse



Annexes

Annexe n°1 - Etude de communication réalisée par la direction de la communication institutionnelle.

Annexe n°3 - Logotype de la Collectivité de Corse et charte graphique